

Education nationale: l'Assemblée vote des revalorisations pour les enseignants

Paris, 28 oct. 2020 (AFP) -

L'Assemblée nationale a voté mercredi soir en première lecture le budget de l'Education nationale pour 2021, marqué par le déblocage de 400 millions d'euros pour revaloriser notamment les carrières des enseignants en début de carrière.

La hausse de budget doit financer différentes primes, notamment une prime d'attractivité (260 millions d'euros en année pleine) ciblant les personnels en début et milieu de carrière, ainsi qu'une prime d'équipement informatique (178 millions d'euros) de 150 euros nets annuels pour chaque professeur.

Comme l'avait déjà indiqué le ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer, elle représenterait environ 100 euros nets mensuels d'augmentation pour les enseignants au moment de leur titularisation.

Le ministre de l'Education a lancé le 22 octobre un "Grenelle de l'éducation" qui doit permettre durant trois mois une vaste réflexion sur les "modernisations de l'Education nationale" et une amélioration des rémunérations.

Les salaires des enseignants français sont inférieurs de 7% en début de carrière à la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Les syndicats ont émis plusieurs réserves sur les augmentations promises, jugeant l'enveloppe globale insuffisante pour répondre au "déclassement salarial" de la profession.

Globalement la mission budgétaire dédiée à "l'enseignement scolaire" bénéficie d'une hausse de près de 2 milliards d'euros de crédits de paiement entre 2020 et 2021 pour atteindre 75,9 milliards d'euros, la première place dans le budget de l'Etat.

Les emplois du ministère sont globalement stabilisés, avec une priorité toujours accordée au "premier degré", tandis que 1.800 postes sont supprimés au collège et au lycée.

Ce point a focalisé une grande partie des débats, la gauche en particulier dénonçant un "affaiblissement du secondaire", selon les termes de la communiste Elsa Faucillon.

Pierre-Yves Bournazel, du groupe Agir ensemble, membre de la majorité, a salué quant à lui les mesures en faveur d'une revalorisation du métier d'enseignant, "une absolue nécessité".

Les députés ont également adopté un amendement d'Erwan Balanant (MoDem) augmentant de 15 millions les crédits de la médecine scolaire, traditionnel parent pauvre de l'éducation nationale.

De nombreux orateurs sur tous les bancs ont rendu hommage durant les débats à Samuel Paty, l'enseignant décapité lors d'un attentat islamiste à proximité de son collège de la banlieue parisienne.

Ce professeur "est mort en tant que hussard d'une école qui porte haut les valeurs des Lumières", a déclaré M. Blanquer.

Les défis pour les établissements scolaires dus à la crise du Covid-19 ont également été relevés tout au long de ce débat budgétaire qui, hasard de calendrier, s'est tenu en même temps que l'annonce d'un nouveau confinement national par le président Macron. Les écoles resteront toutefois ouvertes durant cette période, contrairement au confinement du printemps dernier.

adc-cr/or

Afp le 28 oct. 20 à 23 23.